

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1810

[C — 2011/09496]

21 JUIN 2011. — Arrêté royal relatif à la forme de la licence supplémentaire et aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence supplémentaire en matière de jeux de hasard

## RAPPORT AU ROI

Sire,

## 1. Introduction

Le présent projet d'arrêté royal qui vous est soumis s'inscrit dans l'exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, ci-après appelée la loi sur les jeux de hasard.

Le présent arrêté royal doit être lu conjointement avec l'arrêté royal relatif aux conditions qualitatives auxquelles le demandeur d'une licence supplémentaire doit satisfaire.

L'intention est de continuer dans la ligne de procédures de licences qui fonctionnent bien, telles qu'elles ont déjà été élaborées dans la réglementation y relative.

Il a été tenu compte des suggestions faites par le Conseil d'Etat sur le plan linguistique. Une adaptation des annexes n'est pas nécessaire vu qu'il est suffisamment clair pour chaque demandeur de quoi il s'agit. Ceci ressort de l'ensemble de la demande ou de la situation du demandeur.

En ce qui concerne la remarque du Conseil d'Etat sur le plan de la simplification administrative, il y a lieu de noter qu'il est nécessaire que la Commission des jeux de hasard contrôle de nouveau si certaines conditions sont remplies. Certaines choses sont demandées à nouveau parce que le moment des formalités pour une licence dans le monde réel ne sera d'habitude pas le même que le moment auquel une licence supplémentaire est demandée.

## 2. Commentaire des articles

L'article 1<sup>er</sup> prévoit les manières d'introduction de la demande. L'annexe I<sup>re</sup> concerne le modèle de formulaire à utiliser pour la demande d'une licence supplémentaire.

L'article 2 détaille les données qui doivent être communiquées et les modifications de ces données.

L'article 3 prévoit un délai de six mois pour le traitement de la demande.

L'article 4 précise les modalités en matière de signification et de décision de la Commission des jeux de hasard.

L'article 5 précise que le modèle de licence peut être consulté par le joueur afin qu'il puisse toujours être en mesure de voir si le site web est exploité légalement. Le numéro de la licence n'est pas demandé pour les personnes physiques parce que cette situation ne se présente pas dans la pratique et parce que, si elle devait survenir, la Commission des jeux de hasard pourrait encore prendre les initiatives nécessaires.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,  
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,  
C. DEVLIES

**Avis 49.081/2 du 12 janvier 2011 de la section de législation  
du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de la Justice, le 21 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1810

[C — 2011/09496]

21 JUNI 2011. — Koninklijk besluit betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

## 1. Inleiding

Het huidige ontwerp van koninklijk besluit dat U wordt voorgelegd kadert in de ten uitvoerlegging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, hierna de Kansspelwet genoemd.

Dit koninklijk besluit dient samen gelezen te worden met het koninklijk besluit betreffende de kwaliteitsvoorwaarden die door de aanvrager van een aanvullende vergunning dienen te worden vervuld.

De bedoeling is voort te bouwen op goed functionerende vergunningsprocedures, zoals reeds eerder uitgewerkt in desbetreffende regelgeving.

Er wordt rekening gehouden met de tekstuele suggesties van de Raad van State. Een aanpassing van de bijlagen is niet nodig aangezien voor elke aanvrager voldoende duidelijk is wat wordt bedoeld. Dit blijkt uit het geheel van de aanvraag dan wel uit de situatie van de aanvrager.

Met betrekking tot de opmerking van de Raad van State aangaande de administratieve vereenvoudiging dient te worden aangegeven dat het noodzakelijk is dat de Kansspelcommissie bepaalde voorwaarden opnieuw controleert. Sommige zaken worden opnieuw gevraagd omdat het tijdstip van de formaliteiten voor een vergunning van een reële wereld veelal niet hetzelfde tijdstip zal zijn als het moment waarop de aanvullende vergunning wordt aangevraagd

## 2. Artikelsgewijze bespreking

Het artikel 1 bepaalt de wijzen van indienen. Bijlage I betreft het modelformulier voor de aanvraag van een aanvullende vergunning.

In artikel 2 wordt nader omschreven welke gegevens moeten worden medegedeeld, alsook de wijzigingen van deze gegevens.

Het artikel 3 voorziet een termijn van zes maanden voor de behandeling van de aanvraag.

Artikel 4 geeft nadere modaliteiten aan inzake kennisgeving en beslissing van de Kansspelcommissie.

In artikel 5 wordt nader bepaald dat het model van vergunning zichtbaar kan worden gemaakt voor de speler zodat deze altijd de mogelijkheid heeft om te zien of de website legaal vergund is. Het vergunningsnummer wordt niet gevraagd voor de natuurlijke personen omdat deze situatie praktisch niet voorkomt en als deze zou voorkomen de kansspelcommissie alsnog de nodige initiatieven kan nemen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,  
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,  
C. DEVLIES

**Advies 49.081/2 van 12 januari 2011 van de afdeling Wetgeving  
van de Raad van State**

De Raad van State, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 21 december 2010 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies

projet d'arrêté royal « relatif à la forme de la licence supplémentaire et aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence supplémentaire en matière de jeux de hasard », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

#### Observation générale

Le projet peut être amélioré sur le plan linguistique. A titre d'exemples, les passages suivants doivent pouvoir être rédigés avec plus de clarté et de précision :

1<sup>o</sup> A l'article 5 du projet d'arrêté, dans la version française, il faut écrire « La licence délivrée » au lieu de « La demande délivrée ». Dans la version néerlandaise, on écrira « De uitgereikte vergunning ».

2<sup>o</sup> Dans l'annexe I<sup>re</sup>, au troisième tiret de l'alinéa 2 du point A, III, 1, relatif aux revenus, dans la partie qui concerne la situation financière des renseignements relatifs aux personnes physiques, la version française doit être mise en concordance avec la version néerlandaise.

3<sup>o</sup> Au point A, III, 3, de la même annexe, qui concerne la situation financière des personnes physiques, la version française doit être mise en concordance avec la version néerlandaise.

4<sup>o</sup> Au point C, 1, de la même annexe, l'intention de l'auteur du projet serait peut-être mieux exprimée en faisant référence aux jeux exploités plutôt qu'aux jeux créés.

5<sup>o</sup> Au point C, 2, de la même annexe, qui concerne les documents à annexer, la cinquième puce B « l'établissement où se trouve le serveur et l'identification du/des serveur(s) sur lequel/lesquels les données et l'établissement du site web sont gérés » - et la sixième puce « le nom du site web » ne désignent pas un document.

#### Observations particulières

##### Préambule

1. Le préambule vise à titre de fondement juridique l'article 43/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. Cet article, contrairement à l'article 43/7, point 2, qui concerne les licences de classe F1 et F2, n'habilite pas expressément le Roi pour déterminer les modalités d'introduction et d'examen de la demande de licence. Le fondement juridique du projet examiné est donc le pouvoir général d'exécution confié au Roi par l'article 108 de la Constitution. Il y a donc lieu de compléter le préambule par un alinéa 1<sup>er</sup> contenant un renvoi à l'article 108 de la Constitution.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les motifs pour lesquels le ministre ayant en charge la Loterie Nationale dans ses attributions proposerait le projet examiné et, partant, le signerait et serait chargé de son exécution.

##### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup> et annexe I<sup>re</sup>

1. La licence supplémentaire pour les jeux organisés via un instrument de la société de l'information ne peut être accordée qu'à un titulaire d'une autre licence. Il ne semble pas qu'il ait été tenu compte de cette particularité dans le formulaire annexé au projet, qui demande de transmettre de nouveau des renseignements qui ont déjà dû être communiqués lors de l'octroi de la licence sur laquelle vient se greffer la licence supplémentaire. L'auteur du projet ne s'inscrit ainsi pas dans une démarche de simplification administrative. Il est invité à vérifier s'il

te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Algemene opmerking

Het ontwerp is uit taalkundig oogpunt vatbaar voor verbetering. De volgende passages moeten bij wijze van voorbeeld duidelijker en nauwkeuriger geredigeerd kunnen worden :

1<sup>o</sup> In de Nederlandse lezing van artikel 5 van het ontwerpbesluit moet « De uitgereikte vergunning » worden geschreven. In de Franse lezing schrijft men « La licence délivrée » in plaats van « La demande délivrée ».

2<sup>o</sup> De Franse lezing van punt A, III, 1, tweede alinea, derde streepje, van bijlage I, dat de gegevens inzake de financiële toestand van de natuurlijke personen betreft, inzonderheid hun inkomsten, moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse lezing.

3<sup>o</sup> In punt A, III, 3, van diezelfde bijlage, dat de financiële toestand van de natuurlijke personen betreft, moet de Franse lezing in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse lezing.

4<sup>o</sup> De bedoeling van de steller van het ontwerp zou wellicht beter tot uiting komen indien in punt C, 1, van diezelfde bijlage wordt verwezen naar de geëxploiteerde spelen, veeleer dan naar de ingerichte spelen.

5<sup>o</sup> In punt C, 2, van diezelfde bijlage, dat de bij te voegen documenten betreft, slaan de vijfde en de zesde bullet, waarin respectievelijk sprake is van « de inrichting waar de server zich bevindt en de identificatie van de server(s) waarop de gegevens en de website-inrichting wordt beheerd » en « de naam van de website », niet op een document.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Aanhef

1. De rechtsgrond is volgens de aanhef artikel 43/8, § 1, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. Dit artikel machtigt de Koning niet uitdrukkelijk, in tegenstelling tot artikel 43/7, punt 2, dat de vergunningen klasse F1 en F2 betreft, de wijze te bepalen waarop de aanvragen om een vergunning moeten worden ingediend en onderzocht. De rechtsgrond van het voorliggende ontwerp is bijgevolg de algemene uitvoeringsbevoegdheid die artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleent. Derhalve moet de aanhef worden aangevuld met een eerste lid, waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de minister bevoegd voor de Nationale Loterij het voorliggende ontwerp zou voordragen en het bijgevolg mede zou ondertekenen en belast zou zijn met de uitvoering ervan.

##### Dispositief

##### Artikel 1 en bijlage I

1. De aanvullende vergunning voor spelen georganiseerd bij wege van een instrument van de informatiemaatschappij kan alleen worden toegekend aan een persoon die reeds houder is van een andere vergunning. Blijkbaar is met deze bijzonderheid geen rekening gehouden in het formulier gevoegd bij het ontwerp, waarin gevraagd wordt inlichtingen die reeds hadden moeten worden meegedeeld bij de toekenning van de vergunning waaraan de aanvullende vergunning verbonden is, opnieuw te bezorgen. Aldus gaat de steller van het

n'est pas possible de mieux tenir compte des données déjà en possession de la Commission des jeux de hasard.

2. Dans l'annexe I<sup>re</sup>, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison qui justifie que, si la demande est introduite pas une personne morale, elle doit communiquer le numéro de licence, alors que cela n'est pas exigé des personnes physiques.

3. A l'alinéa 2 du point A, III, 1, de l'annexe I<sup>er</sup>, relatif aux revenus des personnes physiques concernées, il est fait référence à une demande de licence F1. L'auteur du projet est invité à vérifier si cette référence est correcte ou à la compléter par les autres types de licences sur lesquelles une licence supplémentaire peut se greffer.

#### Article 7

L'exécution de l'arrêté doit être assurée au-delà des changements de ministres.

Dès lors, dans la version française, il n'y a pas lieu d'écrire « la Ministre » mais « le ministre ».

#### Annexe II

L'article 5 du projet prévoit que la licence (1) dont le modèle est fixé à l'annexe II peut être consultée par le joueur. Il est dès lors suggéré, afin de lui permettre de disposer d'une information utile, de mentionner également la date d'octroi de la licence supplémentaire ainsi que la date d'octroi et la durée de la licence sur laquelle elle vient se greffer. Cela est d'ailleurs plus cohérent avec les autres licences délivrées par la Commission des jeux de hasard, qui mentionnent la date d'octroi et la durée de validité.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre,

P. Vandernoot, Mme M. Baguet, conseillers d'Etat,

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. Delval, auditeur adjoint.

Le greffier,  
B. Vigneron.

Le président,  
Y. Kreins.

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Voir observation générale 1°.

**21 JUIN 2011. — Arrêté royal relatif à la forme de la licence supplémentaire et aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence supplémentaire en matière de jeux de hasard**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, article 43/8, §1, inséré par la loi du 10 janvier 2010;

Vu l'avis de la Commission des jeux de hasard, donné le 5 mai 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 décembre 2010;

Vu la communication à la Commission européenne 2010/0802/B, du 23 décembre 2010, en application de l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis 49.081/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

ontwerp in tegen het beleid van administratieve vereenvoudiging. Hij wordt verzocht na te gaan of het niet mogelijk is nader rekening te houden met de gegevens waarover de Kansspelcommissie reeds beschikt.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in bijlage I wordt gesteld dat indien de aanvraag door een rechtspersoon wordt ingediend, deze het nummer van de vergunning moet meedelen, een verplichting die niet geldt voor natuurlijke personen.

3. In punt A, III, 1, tweede alinea, van bijlage I, dat de inkomsten van de betrokken natuurlijke personen betreft, is sprake van een aanvraag voor een vergunning F1. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of deze vermelding correct is, dan wel of ze moet worden aangevuld met de overige categorieën van vergunningen waaraan een aanvullende vergunning kan aanhaken.

#### Artikel 7

De uitvoering van het besluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers heen.

In de Franse lezing schrijve men bijgevolg niet « la Ministre », maar « le ministre ».

#### Bijlage II

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt dat de vergunning (1) waarvan het model wordt vastgelegd in bijlage II, « zichtbaar kan worden gemaakt voor de speler ». Opdat hij over de nodige dienstige informatie kan beschikken, wordt bijgevolg voorgesteld ook de datum te vermelden waarop de aanvullende vergunning is toegekend, alsook de datum van toekenning en de duur van de vergunning waarbij ze aanhaakt. Zulks is overigens meer in overeenstemming met de overige vergunningen uitgereikt door de Kansspelcommissie, waarop de datum van toekenning en de geldigheidsduur vermeld staan.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter,

P. Vandernoot, Mevr. M. Baguet, staatsraden,

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. Delval, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. Baguet.

De griffier,  
B. Vigneron.

De voorzitter,  
Y. Kreins.

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Zie algemene opmerking 1°.

**21 JUNI 2011. — Koninklijk besluit betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kanspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, artikel 43/8, §1, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010;

Gelet op het advies van de Kansspelcommissie, gegeven op 5 mei 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 15 december 2010;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie 2010/0802/B, op 23 december 2010, met toepassing van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies 49.081/2 van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre des Finances qui a la Loterie Nationale dans ses attributions, de la Ministre de la Santé publique, du Ministre des Entreprises, de la Ministre de l'Intérieur, du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La demande d'une licence supplémentaire est introduite d'une des manières suivantes :

— par lettre recommandée, auprès de la Commission des jeux de hasard, dénommée ci-après la Commission, au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe I au présent arrêté. Ce formulaire est envoyé par la Commission au demandeur à sa demande;

— par voie électronique via l'application mise à disposition à cet effet par les autorités fédérales. Dans ce cas, la déclaration remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une déclaration certifiée exacte, datée et signée.

**Art. 2.** Un plan du site web comprenant le nom dudit site, la structure du site web, le lieu où le site web sera géré, l'indication des possibilités de contact permanentes par la Commission des jeux de hasard et le responsable de la gestion du site web est joint à la demande de licence.

La Commission est informée de toute modification.

**Art. 3.** La demande est traitée dans un délai de 6 mois à compter de la réception de la lettre recommandée ou à compter de la réception de la demande de licence introduite par voie électronique, visée à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** La décision de la Commission est signifiée au demandeur par lettre recommandée.

Une licence supplémentaire est attribuée au demandeur en cas de décision favorable.

**Art. 5.** La licence délivrée, dont le modèle est joint en annexe II au présent arrêté, peut être consultée par le joueur pendant l'exploitation du site web.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

**Art. 7.** Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Ministre qui a les Finances, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, le Ministre qui a l'Entreprise dans ses attributions et le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 Juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,  
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur, Mme  
A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,  
C. DEVLIES

Op de voordracht van de Minister van Justitie, van de Minister van Financiën en bevoegd voor de Nationale Loterij, van de Minister van Volksgezondheid, van de Minister voor Ondernemen, van de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De aanvraag voor een aanvullende vergunning wordt ingediend op één van volgende wijzen :

— bij een bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Kansspelcommissie, hierna de Commissie genoemd, door middel van een formulier waarvan het model als bijlage I bij dit besluit is gevoegd. Dit formulier wordt door de Commissie op eenvoudig verzoek toegezonden aan de aanvrager;

— op elektronische wijze via het hiertoe door de bevoegde overheid ter beschikking gesteld voorschrift. In dit geval wordt de aangifte, die ingevuld en verstuurd werd overeenkomstig de daarin voorkomende aanduidingen, gelijkgesteld met een gewaarmerkte, gedagtekende en ondertekende aanvraag.

**Art. 2.** Een plan van de website bevattende de naam van de website, de opbouw van de website, de plaats waar de website zal worden beheerd, de aanduiding van de permanente contactmogelijkheden door de Commissie, en de verantwoordelijke voor het beheer van de website, wordt bij de vergunningsaanvraag gevoegd.

De Commissie wordt van elke wijziging op de hoogte gebracht.

**Art. 3.** De aanvraag wordt behandeld binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de ontvangst van de ter post aangetekende brief of vanaf de ontvangst van de op elektronische wijze ingediende vergunningsaanvraag, bedoeld in artikel 1.

**Art. 4.** De kennisgeving van beslissing van de Commissie aan de betrokkene gebeurt bij een ter post aangetekende brief.

Bij een gunstige beslissing wordt een aanvullende vergunning bezorgd aan de betrokkene.

**Art. 5.** De uitgereikte vergunning, waarvan het model als bijlage II bij dit besluit is gevoegd, kan zichtbaar worden gemaakt voor de speler tijdens de exploitatie van de website.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2011

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor Justitie, de Minister bevoegd voor Financiën, de Minister bevoegd voor Volksgezondheid, de Minister bevoegd voor Ondernemen en de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,  
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,  
C. DEVLIES

Annexe I<sup>re</sup>

de l'arrêté royal du 21 juin 2011 relatif à la forme de la licence complémentaire et à la manière dont les demandes de licence complémentaire doivent être soumises et examinées en matière de jeux de hasard.

## FORMULAIRE DE DEMANDE POUR LA LICENCE COMPLÉMENTAIRE

**A PERSONNES PHYSIQUES****I. IDENTIFICATION**

Numéro d'entreprise : .....  
Nom : .....  
Prénom(s) : .....  
Numéro de registre national : .....  
Adresse :  
Rue : ..... n° : .....boîte : .....  
Code postal : .....Commune : .....  
Pays : .....  
Téléphone : .....  
Courriel : .....  
Dénomination commerciale du site web : .....

**II. PASSÉ JUDICIAIRE**

Conformément aux dispositions légales, la Commission des jeux de hasard vérifiera dans le Casier judiciaire central si vous respectez les exigences de moralité ou si vous êtes inscrit au registre de la population et si vous êtes en possession de tous vos droits civils et politiques.

**III. SITUATION FINANCIÈRE****1) Revenus**

Veillez fournir un aperçu de vos revenus au cours des trois dernières années à l'aide d'une copie de vos deux dernières déclarations fiscales ( + annexe 2 si vous êtes déjà indépendant)

Il convient de joindre les documents suivants pour la période non couverte par les déclarations fiscales (ceux compris entre la dernière déclaration fiscale et la demande de la licence) :

- une copie de vos fiches de salaire au cours de cette période\*
- un aperçu de vos revenus immobiliers et de capitaux  
(ceci comprend les dividendes, les intérêts, les revenus de location, de fermage, de l'utilisation et de la concession des biens mobiliers comprises dans des rentes viagères ou temporaires qui ne sont pas des pensions)
- si vous avez vendu un bien immobilier au cours de cette période, une copie est annexée à l'acte de vente.

(\* ) les indépendants doivent fournir un aperçu des revenus perçus au cours de cette période

## 2) Emprunts

Si vous avez contracté un ou plusieurs emprunts (avec ou sans hypothèque), veuillez le renseigner dans le tableau ci-dessous.

Nom+adresse de l'établissement	Date de prise d'effet	Durée	Montant	Nature du bien pris en hypothèque + montant

## 3) Garantie

Vous êtes-vous porté garant pour votre époux/épouse ou une des personnes dont vous êtes financièrement responsable ?

Si oui, veuillez compléter le tableau ci-dessous :

Bénéficiaire (nom, prénom, adresse)	Montant

## 4) Comptes à l'étranger

Avez-vous ouvert un compte auprès d'une institution bancaire, de change, de crédit ou d'épargne située à l'étranger ?

Si oui, veuillez compléter le tableau ci-dessous :

Nom+adresse de l'établissement	Date d'ouverture du compte	Nature du compte

## 5) Faillite

Si vous avez participé à une société qui a été déclarée en faillite au cours de la période pendant laquelle vous étiez associé, veuillez compléter le tableau ci-dessous :

Nom+adresse de la société	Date de la déclaration de faillite	Fonction occupée par le demandeur au sein de la société (employé, administrateur, actionnaire)

**B. PERSONNES MORALES****I. IDENTIFICATION**

Numéro d'entreprise : .....  
 Numéro de licence : .....  
 Dénomination sociale : .....  
 Adresse du siège :  
 Rue : ..... n° : ... boîte : ...  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Pays : .....  
 Téléphone : .....  
 Courriel : .....  
 Dénomination commerciale du site web : .....

## Données relatives à/aux administrateur(s) ou au(x) gérant(s)

Nom : .....  
 Prénoms : .....  
 Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....  
 Nationalité : .....  
 Numéro de registre national : .....  
 Rue : ..... n° : ... boîte : ...  
 Code postal : ..... Commune : .....

Nom : .....  
 Prénoms : .....  
 Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....  
 Nationalité : .....  
 Numéro de registre national : .....  
 Rue : ..... n° : ... boîte : ...  
 Code postal : ..... Commune : .....

Nom : .....  
 Prénoms : .....  
 Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....  
 Nationalité : .....  
 Numéro de registre national : .....  
 Rue : ..... n° : ... boîte : ...  
 Code postal : ..... Commune : .....

**II. PASSÉ JUDICIAIRE DES ADMINISTRATEURS ET DES GÉRANTS**

Conformément aux dispositions légales, la Commission des jeux de hasard vérifiera dans le Casier judiciaire central si vous respectez les exigences de moralité ou si vous êtes inscrit au registre de la population et si vous êtes en possession de tous vos droits civils et politiques.

### III. SITUATION FINANCIÈRE

Veillez fournir une copie de la déclaration à l'impôt des sociétés et les annexes jointes ainsi que de l'avertissement-extrait de ce rôle des trois dernières années.

### **C. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES ET LES PERSONNES MORALES**

#### C. 1 DONNÉES RELATIVES AUX JEUX DE HASARD CRÉÉS

Veillez renseigner ci-dessous les jeux de hasard que vous souhaitez créer :

#### C. 2 DOCUMENTS À ANNEXER

Les documents suivants doivent être joints :

- l'avis émanant du Service public fédéral Finances dont il ressort que le demandeur a honoré toutes ses dettes fiscales certaines et non contestées ;
- une liste renseignant la nature et le type des jeux de hasard créés ;
- une pièce attestant de sa solvabilité et de sa capacité financière, surtout la preuve selon laquelle vous disposez de moyens financiers suffisants pour payer la garantie ;
- le règlement des jeux de hasard ;
- l'établissement où se trouve le serveur et l'identification du/des serveur(s) sur lequel/lesquels les données et l'établissement du site web sont gérés
- le nom du site web.

#### **Remarques :**

**1) Si vous ne disposez pas de l'espace suffisant afin de répondre de manière complète aux questions, vous devez le mentionner explicitement et renvoyer à l'annexe dans laquelle vous avez complété les réponses.**

**2) Si des modifications surgissent au cours du traitement de la demande, elles doivent être communiquées dès que possible à la Commission. L'exactitude des données doit être assurée.**

**3) Toute modification survenant après l'obtention de la licence doit être communiquée dans les plus brefs délais à la Commission.**

**4) Toute communication intentionnelle d'informations inexactes a le refus de la licence pour conséquence.**

**5) Si le demandeur est un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou une personne morale du droit d'un État membre de l'Union européenne, il doit joindre les documents étrangers de même nature concernant sa situation financière, fiscale et pénale à la demande de licence. Le demandeur fournit la traduction de ces documents étrangers dans une des trois langues nationales sur simple demande de la Commission.**

Date : .....

Signature : .....

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011, relatif à la forme de la licence complémentaire et à la manière dont les demandes de licence complémentaire doivent être soumises et examinées en matière de jeux de hasard.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011, betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,

V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,

Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,

C. DEVLIES



Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011, relatif à la forme de la licence complémentaire et à la manière dont les demandes de licence complémentaire doivent être soumises et examinées en matière de jeux de hasard.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011, betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,

V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre de l'Intérieur,

A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,

C. DEVLIES

## Bijlage I

van het koninklijk besluit van 21 juni 2011 betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen.

## AANVRAAGFORMULIER AANVULLENDE VERGUNNING

**A NATUURLIJKE PERSONEN****I. IDENTIFICATIE.**

Ondernemingsnummer : .....  
Naam : .....  
Voorna(a)m(en) : .....  
Rijksregisternummer : .....  
Adres :  
Straat : ..... nr. : .... bus : ...  
Postcode : ..... Gemeente : .....  
Land : .....  
Telefoon : .....  
Mailadres : .....  
Commerciële benaming van de website : .....

**II. GERECHTELIJK VERLEDEN**

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen zal de kansspelcommissie nagaan bij het centraal strafregister of u voldoet aan de moraliteitsvereisten, of u bent ingeschreven in het bevolkingsregister en of u in het bezit bent van al uw burgerlijke en politieke rechten.

**III. FINANCIELE TOESTAND**

## 1) Inkomsten

Gelieve een overzicht te geven van uw inkomsten gedurende de laatste drie jaren aan de hand van een kopij van uw twee laatste belastingaangiften ( + bijlage 2 indien u reeds zelfstandige bent)

Voor de periode welke niet wordt gedekt door de belastingaangiften ( deze tussen de laatste belastingaangifte en de aanvraag van de vergunning) dient men volgende documenten bij te voegen :

- een kopij van uw loonfiches van die periode\*
- een overzicht van uw inkomsten uit roerende goederen en kapitalen  
(hieronder verstaat men dividenden, intresten, inkomsten van verhuring, verpachting, gebruik en concessie van roerende goederen en inkomsten begrepen in lijfrenten of tijdelijke renten die geen pensioenen zijn)
- indien u een onroerend goed heeft verkocht in die periode wordt een kopij van de verkoopsakte bijgevoegd.

(\* ) zelfstandigen dienen een overzicht weer te geven van hun geboekte winst van die periode

## 2) Leningen

Indien U één of meerdere leningen (met of zonder hypotheek) heeft aangegaan, gelieve dan onderstaande tabel in te vullen.

Naam+adres van de instelling	Aanvangsdatum	Duur	Bedrag	Aard van het in hypotheek genomen goed + bedrag

## 3) Borgstelling

Heeft U, uw echtgeno(o)t(e) of één van de personen waarvoor U financieel verantwoordelijk bent zich borg gesteld?

Zo ja, gelieve dan onderstaande tabel in te vullen :

Begunstigde (naam, voornaam, adres)	Bedrag

## 4) Buitenlandse rekeningen

Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet-of spaarinstelling ?

Zo ja, vul dan onderstaande tabel in :

Naam + adres van de instelling	Datum van opening van de rekening	Aard van de rekening

## 5) Faillissement

Indien u verbonden bent geweest aan een vennootschap dewelke werd failliet verklaard gedurende de periode dat u er deel van uitmaakte dient u onderstaande tabel in te vullen :

Naam + adres van de vennootschap	Datum van de faillietverklaring	Functie van de aanvrager in de vennootschap (werknemer, bestuurder, aandeelhouder)

**B. RECHTSPERSONEN****I. IDENTIFICATIE**

Ondernemingsnummer: .....  
 Vergunningsnummer: .....  
 Maatschappelijke benaming : .....  
 Adres van de zetel :  
 Straat : ..... nr: .... bus: ...  
 Postcode : ..... Gemeente : .....  
 Land: .....  
 Telefoon: .....  
 Mailadres: .....  
 Commerciële benaming van de website: .....

## Gegevens betreffende de bestuurder(s) of zaakvoerder(s)

Naam : .....  
 Voornamen : .....  
 Geboortedatum : ..... Geboorteplaats : .....  
 Nationaliteit : .....  
 Rijksregisternummer : .....  
 Straat : ..... nr : ..... bus : .....  
 Postcode : ..... Gemeente : .....

Naam : .....  
 Voornamen : .....  
 Geboortedatum : ..... Geboorteplaats : .....  
 Nationaliteit : .....  
 Rijksregisternummer : .....  
 Straat : ..... nr : ..... bus : .....  
 Postcode : ..... Gemeente : .....

Naam : .....  
 Voornamen : .....  
 Geboortedatum : ..... Geboorteplaats : .....  
 Nationaliteit : .....  
 Rijksregisternummer : .....  
 Straat : ..... nr : ..... bus : .....  
 Postcode : ..... Gemeente : .....

**II. GERECHTELIJK VERLEDEN VAN DE BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS**

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen zal de kansspelcommissie nagaan bij het centraal strafregister of u voldoet aan de moraliteitsvereisten, of u bent ingeschreven in het bevolkingsregister en of u in het bezit bent van al uw burgerlijke en politieke rechten.

### III. FINANCIELE TOESTAND

Gelieve de aangiften in de vennootschapsbelasting met de bijhorende bescheiden, opgaven en inlichtingen van de voorbije drie aanslagjaren over te maken.

### **C. INLICHTINGEN BETREFFENDE ZOWEL NATUURLIJKE ALS RECHTSPERSONEN**

#### **C. 1 GEGEVENS MET BETREKKING TOT DE INGERICHTE KANSSPELEN**

Gelieve hieronder weer te geven welke kansspelen U wenst in te richten :

#### **C. 2 BIJ TE VOEGEN DOCUMENTEN**

Volgende documenten dienen te worden bijgevoegd :

- advies uitgaande van de Federale Overheidsdienst Financiën waaruit blijkt dat de aanvrager al zijn vaststaande en onbetwiste belastingsschulden heeft voldoen;
- een lijst van de aard of de soort van kansspelen die worden ingericht;
- een stuk ter staving van zijn kredietwaardigheid en financiële draagkracht, in het bijzonder het bewijs dat U over voldoende financiële middelen beschikt om de waarborg van 10.000,00 Euro te betalen;
- het reglement van de kansspelen;
- de inrichting waar de server zich bevindt en de identificatie van de server(s) waarop de gegevens en de website-inrichting wordt beheerd
- de naam van de website.

#### **Opmerkingen :**

**1) Indien u over onvoldoende ruimte beschikt om de vragen volledig te beantwoorden, dient u dit uitdrukkelijk te vermelden en te verwijzen naar de bijlage waarop u de antwoorden heeft vervolledigd.**

**2) Indien er zich gedurende de behandeling van de aanvraag wijzigingen voordoen, dienen deze zo snel mogelijk te worden meegedeeld aan de commissie. De juistheid van de gegevens dient te zijn verzekerd.**

**3) Elke wijziging die zich voordoet na het verkrijgen van de vergunning dient zo snel mogelijk te worden meegedeeld aan de commissie.**

**4) Elke bewuste mededeling van onjuiste informatie heeft de weigering van de vergunning tot gevolg.**

**5) Indien de aanvrager een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of een rechtspersoon naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie betreft, dient hij gelijkaardige buitenlandse documenten inzake de financiële, fiscale en strafrechtelijke situatie bij de vergunningsaanvraag te voegen. Op eenvoudig verzoek van de commissie bezorgt de aanvrager de vertaling van deze buitenlandse documenten in één van de drie landstalen aan de commissie.**

Datum : .....

Handtekening : .....

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011, relatif à la forme de la licence complémentaire et à la manière dont les demandes de licence complémentaire doivent être soumises et examinées en matière de jeux de hasard.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011, betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. . TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

C. DEVLIES



Vu pour être annexée à Notre arrêté du 21 juin 2011, relatif à la forme de la licence complémentaire et à la manière dont les demandes de licence complémentaire doivent être soumises et examinées en matière de jeux de hasard.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 juni 2011, betreffende de vorm van de aanvullende vergunning en de wijze waarop de aanvragen voor een aanvullende vergunning moeten worden ingediend en onderzocht inzake kansspelen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

C. DEVLIES